



PRÉFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Direction départementale
des territoires et de la mer
des Pyrénées-Atlantiques

SERVICE ETUDES ET TRAVAUX NEUFS
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES
MAIRIE D'ANGLET
RUE AMÉDÉE DUFOURG
BP 303
64603 ANGLET CEDEX

Service Eau

Dossier suivi par :
Valérie MICHEL

Mèl : valerie.michel@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Tél. : 05 59 01 64 19
Fax : 05 59 01 63 94

Objet : Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Renaturation de berge Ilot Bovero sur la commune d'ANGLET. Accord sur dossier de déclaration**

Réf. : **64-2021-00322**
SB/LET220106

Pau, le 1^{er} février 2022

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

Renaturation de berge Ilot Bovero sur la commune d'ANGLET

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 24 novembre 2021, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le service de l'eau sera tenu informé de la date de démarrage des travaux. À l'achèvement de ceux-ci, un compte rendu des travaux ainsi qu'un plan de récolement devra être transmis au service de l'eau. Enfin, si la double rangée de pieux envisagée en pied de berge est prévue d'être liée par un fil de fer, son enlèvement est à prévoir (1 ou 2 ans après la fin des travaux) après reprise des fascines de saules.

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et du présent courrier devront faire l'objet d'un affichage en mairie pendant une durée minimale d'un mois pour information. A l'accomplissement de cette formalité, je vous invite à m'adresser en retour le certificat d'affichage ci-joint.

Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision, et par le déclarant dans un délai de deux mois à

compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des
territoires et de la mer,
Le responsable de l'unité Police de l'Eau
Pays Basque,



Arnau BIDART

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.